

Le 15 mai 2020

L'honorable François-Philippe Champagne, C.P., député
Ministre des Affaires étrangères
Chambre des communes
Ottawa (Ontario) K1A 0A6
Francois-Philippe.Champagne@parl.gc.ca
Francois-Phiippe.Champagne@international.gc.ca

OBJET : Le Canada doit faire respecter le droit international et condamner les plans d'annexion du gouvernement d'Israël

Monsieur le Ministre,

Nous vous saluons et prions pour que vos collègues et vous soyez bien et en sécurité en ces temps difficiles.

Nous représentons des Églises chrétiennes, des organisations paroissiales, et des organisations et des réseaux œcuméniques qui travaillent avec des partenaires palestiniens et israéliens de longue date en vue d'une paix juste et durable.

Nous vous écrivons parce que nous sommes très inquiets du silence du Canada concernant les plans de l'actuel gouvernement de coalition d'Israël de proposer un vote à la Knesset (le 1^{er} juillet) sur l'annexion d'une partie importante des territoires palestiniens occupés. Ces plans constituent une grave violation du droit canadien et international, en particulier de l'article 147 de la Convention de Genève (IV), qui interdit l'appropriation des biens. Ce silence du gouvernement canadien est déroutant à la lumière du récent vote à l'ONU affirmant le droit du peuple palestinien à l'autodétermination, de la position politique du Canada sur la Palestine-Israël et de son soutien indéfectible à l'État de droit.

Les partenaires palestiniens remettent à juste titre en question l'inaction de la communauté internationale, en déclarant : [traduction] « L'ONU a déjà pris des décisions claires. Alors pourquoi attendre davantage avant d'appliquer ce qui a déjà été décidé? » (Kairos Palestine) L'organisation israélienne des droits de la personne B'Tselem demande : [traduction] « Comment l'État de droit peut-il avoir un sens quand il est déterminé, interprété et appliqué conformément aux intérêts de ceux qui contrôlent et oppriment leurs sujets avec l'intention de perpétuer leur domination au moyen de ce même *droit*? Le Conseil des patriarches et des chefs des Églises de la Terre Sainte recommande vivement au gouvernement d'Israël de s'abstenir de mettre en œuvre tout plan d'annexion unilatéral qui ne manquerait pas de faire perdre tout espoir de réussite du processus de paix.

Il est alarmant qu'à ce jour, le Canada ait gardé le silence sur les menaces d'annexion formulées par le gouvernement d'Israël, alors que le 16 mars dernier, vous [avez déclaré concernant l'annexion de la Crimée par la Russie](#) :

Il y a six ans aujourd'hui, la Russie annexait illégalement la Crimée. Le Canada condamne sans équivoque cette violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine et du droit international.

Ensemble, le Canada et la communauté internationale continueront à maintenir la pression pour obliger la Russie à respecter la souveraineté de l'Ukraine et le droit international.

En outre, le silence du Canada contraste fortement avec la position de l'Union européenne du 23 avril :

La position de l'Union européenne concernant le statut des territoires occupés par Israël en 1967 reste inchangée. Conformément au droit international et aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations Unies, parmi lesquelles les résolutions 242 (1967) et 338 (1973), l'UE ne reconnaît pas la souveraineté d'Israël sur la Cisjordanie occupée.

L'Union européenne rappelle qu'une éventuelle annexion constituerait une infraction grave au droit international. Elle continuera de suivre de près l'évolution de la situation ainsi que ses répercussions d'une façon générale, et agira en conséquence.

Plusieurs gouvernements européens se sont prononcés publiquement contre les plans d'Israël d'annexer des parties des territoires palestiniens occupés, notamment l'Irlande et la Norvège qui, comme le Canada, sont candidats à deux sièges au Conseil de sécurité des Nations Unies.

En février 2020, vous avez reçu des [lettres de diverses Églises canadiennes](#) (en anglais) et organisations de la société civile, exhortant le gouvernement à dénoncer publiquement le plan *Peace to Prosperity* [De la paix à la prospérité] de l'administration américaine. Votre bureau a déclaré que le Canada répondrait après avoir étudié le plan. Nous attendons toujours la réponse du Canada sur cette question. Des décennies d'occupation continue ont vu de nombreuses violations des droits de la personne du peuple palestinien se poursuivre sans conséquence. Par exemple, la non-reconnaissance par le Canada de l'annexion illégale du plateau du Golan par Israël n'a eu aucune conséquence. Au contraire, l'impunité semble l'emporter tandis que les violations du droit international se poursuivent sans restriction.

Nous demandons au gouvernement du Canada de :

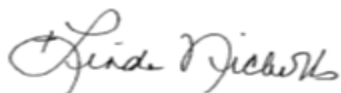
- condamner publiquement les plans du gouvernement israélien d'annexer une partie ou la totalité des territoires palestiniens occupés;
- dénoncer publiquement le plan *Peace to Prosperity* de l'administration américaine, qui appuie explicitement ces plans d'annexion illégaux;
- travailler avec l'Union européenne et ses alliés partageant des vues semblables pour prendre toutes les mesures diplomatiques et politiques possibles afin de tenir le gouvernement d'Israël responsable des violations du droit international, y compris l'annexion de toute partie des territoires palestiniens occupés;
- prendre toutes les mesures diplomatiques et politiques possibles pour faire respecter l'État de droit sans exception en ce qui concerne les violations du droit international;
- protéger les droits de la personne du peuple palestinien, y compris leur droit à l'autodétermination, et s'opposer à l'occupation et à l'annexion de leurs territoires.

Il faut choisir entre accepter que des violations importantes et durables des droits de la personne soient commises, ou s'associer à ceux et celles qui condamnent ces violations et s'efforcent d'y mettre fin.

Nos choix nous définissent en tant que peuple et nations. Nous prions pour que le Canada choisisse d'être une nation qui ne reste pas silencieuse face à des actions illégales, mais qui travaille aux côtés d'autres nations pour faire respecter les droits de la personne et le droit international.

Nous attendons avec impatience la réponse rapide du Canada à cet égard. Nous offrons nos prières pour la guérison de la Terre et de tous ses habitants.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de notre considération respectueuse.



la Révérendissime Linda Nicholls
la primat de l'Église anglicane du Canada



Susan C. Johnson, pasteure
Évêque nationale
Église évangélique luthérienne au Canada



The Rev Ian Ross-McDonald
Secrétaire général, Église presbytérienne au
Canada



Nora Sanders
Secrétaire général, L'Église unie du Canada



Jennifer Henry
Directrice exécutive, KAIROS Canadian
Ecumenical Justice Initiatives



Rick Cober Bauman
Directeur exécutif, Comité central
mennonite du Canada



Rula Odeh
Présidente, Canadian Friends of Sabeel



Anne-Marie Jackson
Présidente, Catholics for Justice & Peace in
the Holy Land



George Bartlett
Président, United Network for Justice and
Peace in Palestine/Israel

C.c. :

Le très honoraire Justin Trudeau, premier ministre du Canada, C.P., député
Justin.Trudeau@parl.gc.ca

Parti conservateur du Canada

L'honorable Andrew Scheer, chef de l'opposition officielle
Andrew.Scheer@parl.gc.ca
Leona Alleslev, Leona.Alleslev@parl.gc.ca

Nouveau parti démocratique du Canada

Jagmeet Singh, Jagmeet.Singh@parl.gc.ca
Jack Harris, Jack.Harris@parl.gc.ca

Parti Vert du Canada

Elizabeth May, Elizabeth.May@parl.gc.ca
Jo Ann Roberts, leader@greenparty.ca

Bloc Québécois

Yves-Francois Blanchet, Yves-Francois.Blanchet@parl.gc.ca
Stéphane Bergeron, Stephane.Bergeron@parl.gc.ca

Son excellence Deborah Lyons, ambassadrice du Canada en Israël,
Deborah.Lyons@international.gc.ca

Robin Wettlaufer, représentante du Canada auprès de l'Autorité palestinienne,
Robin.Wettlaufer@international.gc.ca

Laurence Deschamps-Laporte, chef de cabinet, ministère des Affaires étrangères,
Laurence.Deschamps-Laporte@international.gc.ca

Affaires mondiales Canada

Troy Lulashnyk, directeur général, Israël, Cisjordanie et Gaza, Égypte et Maghreb,
Troy.Lulashnyk@international.gc.ca

Christie Neufeldt, Program Coordinator, Advocacy, L'Église unie du Canada,
cneufeldt@united-church.ca